

PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
de L'agglo Foix-Varilhes
Mercredi 15 décembre 2021 à 18h30

Par suite d'une convocation en date du 9 décembre 2021 les membres composant le conseil de la communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin.

Présents :

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Paul Cayrol (Bénac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Jacques Morell (Dalou), Jean-Paul Alba, Francis Authié, Jérôme Azéma, Marine Bordes, Elisabeth Clain, Thomas Fromentin, Agnès Leclerc, Norbert Meler, André Péchin (Foix), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Régis Lassus (Loubens), Denis Bélard (Loubières), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut Plantaurel), Christophe Piquemal (Pradières), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Nathalie Maury, Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Patrick Eychenne, Philippe Fabry, Marcel Lopez (Varilhes), Alban Alozy (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Sylvie Berges, Annie Bouby, Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira).

Serge Derramond (Baulou) représenté par son suppléant Didier Bonnel.

René-Bernard Authié (Celles) représenté par sa suppléante Maria Puntil.

Jean-Claude Serres (L'Herm) représenté par son suppléant Gilles Baby.

Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp) représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié.

Absents et représentés :

Vincent Wolf (Brassac) procuration à Michel Tartié

Paul Hoyer (Ferrières) procuration à Paul Cayrol

Mina Achary (Foix) procuration à Francis Authié

Christel Carol (Foix) procuration à Elisabeth Clain

Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Jean-Paul Alba

Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié

Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma

Pierre Ville (Ganac) procuration à Paul Cayrol

Michel Caux (Montgailhard) procuration à Michel Tartié

Francis Laguerre (Prayols) procuration à Annie Bouby

Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord) procuration à Alban Alozy

Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Roger Sauzet

Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin

Alain Garnier (Serres-sur-Arget) procuration à Thomas Fromentin

Michel Audinos (Soula) procuration à Annie Bouby

Martine Esteban (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne

Nicole Mouchague (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

Absents :

Lawrence Bories, Pascale Canal, Florence Rouch (Foix), Michèle Arséguel (Montgailhard), Éric Donzé (Montoulieu), Michel Authié (Rieux-de-Pelleport), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18 heures 30.

Un hommage est rendu à Alain Naudi, maire de Calzan, décédé le 3 décembre 2021. Une minute de silence est observée en sa mémoire.

Danielle Carrière est élue secrétaire de séance.

Après approbation à l'unanimité des procès-verbaux des séances du 10 novembre et du 1^{er} décembre 2021, le président informe des délibérations adoptées par le bureau dans la séance du 10 novembre 2021 et des décisions prises sur le fondement de la délégation.

DÉLIBÉRATIONS ADOPTÉES

1. Assemblées / Délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président – modification de la délibération du 7 juillet 2021

Rapporteur : Monsieur le Président

Considérant que ces modifications portent notamment sur les articles 21, 22 et 23 relatifs au bureau communautaire ;

Considérant que le rôle du bureau est qualifié, dans l'article 21 d'instance de pilotage politique ;

Considérant qu'il y a donc lieu de modifier les délégations accordées au président, afin de lui déléguer une partie des délégations précédemment accordées au bureau ;

Considérant que ces modifications s'intègrent dans une évolution de l'organisation des assemblées, qui permettra de réunir le conseil communautaire à un rythme plus soutenu, d'en alléger ainsi l'ordre du jour et de permettre la tenue d'échanges et de débats plus longs sur les sujets qui le nécessitent ;

Considérant que le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant, à l'exception :

- Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances.
- De l'approbation du compte administratif.
- Des dispositions à caractère budgétaire prises par un EPCI à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L 1612-15.
- Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'EPCI.
- De l'adhésion de la communauté d'agglomération à un autre établissement public.
- De la délégation de la gestion d'un service public.
- Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Le président indique qu'un tableau explicatif a été joint à la note de synthèse.

Marcel Lopez souhaite que dans le cadre d'allègement des ordres du jour, des points de débat et d'échanges soient inscrits pour approfondir les projets. Il s'inquiète des nouveaux montants proposés pour la délégation du président. Il souhaiterait que le bureau valide les décisions importantes.

Le président répond par l'affirmative rappelant l'objectif de ces amendements. Il indique la volonté de laisser le temps aux élus communautaires de délibérer et d'approfondir les sujets sereinement. Il rappelle les dispositions en vigueur l'obligeant à rendre compte des décisions prises sur la base de la délégation consentie.

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** la modification les délibérations n°2020/040 du 22 juillet 2020 et n°2021/079 du 7 juillet 2021.

Article 2 : **DE DÉLÉGUER** au président une partie des attributions du conseil communautaire :
Finances – achats – assurances

- Procéder aux achats publics, à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés, contrats, accords-cadres et conventions de fournitures, de travaux, d'études, de prestations de services et de leurs avenants, d'un montant inférieur ou égal à 100.000€ HT dès lors que les crédits sont inscrits au budget.
- Déclarer sans suite toute procédure de passation de marché public ou accord cadre pour motif d'intérêt général.
- Réaliser des emprunts destinés au financement des investissements prévus au budget sur

la base d'un montant maximal autorisé par le conseil communautaire de 1.500.000€ et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures de risques de taux de change et de passer à cet effet les actes nécessaires.

- Réaliser des lignes de trésorerie, sur la base d'un montant maximum de 1.500.000€, procéder aux remboursements anticipés.
- Procéder aux placements temporaires d'excédents de trésorerie, conformément aux dispositions des articles L 1618-2 et L 2221-5-1 du CGCT.
- Autoriser, avant le vote du budget, de versement d'acomptes d'une subvention de fonctionnement dans le cadre d'une convention pluriannuelle, dans la limite de 25% du montant de la contribution attribuée l'année précédente, aux organismes concernés.
- Procéder aux réductions ou annulations de créances, de mandats, et aux admissions en non-valeurs et au remboursement de sommes recouvrées à tort par facturation des services publics pour tout montant inférieur ou égal à 10.000€.
- Procéder à des avances de trésorerie du budget principal au budget annexe mobilité doté de l'autonomie financière, dans la limite du montant de la subvention d'équilibre voté par le budget principal de l'année n, et avant le vote du budget principal de l'année n, dans la limite de la subvention d'équilibre votée l'année n-1. A chaque fin d'exercice le montant de l'avance est remboursé par le budget annexe mobilité doté de l'autonomie financière au budget principal.
- Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de condition ni de charge.
- Créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services et en fixer les modalités de fonctionnement.
- Procéder au remboursement des frais indûment engagés par des tiers et/ou relevant de la responsabilité de L'agglo.

Ressources humaines

- Adopter, modifier, résilier les conventions avec les organismes de formation pour la formation des agents et des élus de L'agglo.
- Adopter, modifier, résilier les conventions aux fins de recevoir des stagiaires.
- Adopter, modifier, résilier les conventions de mise à disposition d'agents.
- Adopter, modifier, résilier les conventions de transfert de compte épargne temps en cas de mutation.
- Engager, par recrutement direct en tant que de besoin, des agents non titulaires à titre occasionnel, des saisonniers pour répondre aux nécessités de service dans les conditions fixées par l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984, pour son renouvellement éventuel dans les limites fixées par l'article 3/2ème alinéa de la loi du 26 janvier 1984 précitée si les besoins du service le justifient et de charger le président de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature de leurs fonctions et leur profil.
- Adhérer auprès des organismes agréés pour la mise à disposition de volontaires en service civique et signer les conventions de mise à disposition et tout acte associé.
- Solliciter les agréments nécessaires auprès des organismes agréés et signer les contrats d'engagement de service civique.

Patrimoine – domanialité

- Passer, rectifier, annuler dans les formes établies en conformité avec le CGCT, des actes de vente, échange, partage, acceptation de dons et legs, acquisition, transaction y compris transaction administrative, pour des montants supérieurs à 100.000€ HT et inférieurs aux seuils européens applicables aux marchés de services et de fournitures.
- Adopter, modifier, résilier les conventions pour autorisation d'occupation du domaine public et/ou privé.
- Adopter, modifier, les autorisations de bornages de propriété et de modification parcellaire, tous documents tendant au bornage, à la reconnaissance, à la division parcellaire des propriétés.

- Procéder à la conclusion, la modification, la résiliation et la révision du louage de choses ou de biens pour une durée n'excédant pas douze ans.
- Adopter, modifier, résilier les conventions d'autorisations de passage, portant éventuellement constitution de droits réels et fixation des indemnités afférentes.
- Adopter, modifier ou résilier les contrats, conventions et baux en tant que bailleur ou preneur de locaux et de leurs avenants, passés avec les tiers ou les collectivités territoriales, nécessaires au fonctionnement courant de L'agglo, dès lors que les crédits nécessaires, en dépenses, sont inscrits au budget.

Matières transverses

- Passer, modifier, résilier les contrats d'assurance sous réserve des dispositions suivantes applicables en matière de commande publique, soit un montant maximal de 100.000€ HT.
- Procéder aux négociations amiables, approuver et signer les protocoles d'accord transactionnels en matière de contentieux ou de sinistre dont le montant est inférieur à 100.000€ HT.
- Accepter ou refuser les indemnités de remboursement d'assurance consécutives aux sinistres et régler les conséquences dommageables des sinistres ainsi que les franchises à la charge de L'agglo, quelle que soit la nature du sinistre.
- Désigner et saisir les avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts et en fixer la rémunération et honoraires et tous autres frais en découlant.
- Défendre L'agglo dans les actions intentées contre elle, ses représentants et ses agents, en demande comme en défense, en première instance comme à hauteur d'appel ou de pourvoi en cassation, devant toutes les juridictions judiciaires comme devant les juridictions administratives. Cette délégation de compétence s'étend aux dépôts de plaintes, avec ou sans constitution de partie civile, au nom de L'agglo ainsi que la représentation en justice.
- Adopter et modifier les règlements intérieurs ou d'utilisations des services ou des équipements de L'agglo.
- Déposer les réponses aux appels à projets et appels à manifestation d'intérêt auprès de tous les partenaires concernés.
- Demander des subventions aux divers partenaires financiers pour tout projet d'investissement et tout partenariat sur des opérations de fonctionnement.
- Attribuer des aides à des porteurs de projets dans le cadre de dispositifs d'aide à l'amélioration de l'habitat privé approuvés en conseil communautaire : opération programmée d'amélioration de l'habitat - renouvellement urbain et programme d'intérêt général.
- Attribuer les aides à l'immobilier d'entreprises en faveur du tourisme dans le cadre du partenariat établi avec le conseil départemental de l'Ariège.
- Déposer les demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens intercommunaux ainsi que toute demande modificative.
- Exercer, au nom de L'agglo pour un montant inférieur à 500.000€ HT, le droit de préemption défini par les articles L213-1 à L213-2 du Code de l'urbanisme conformément aux articles L210-1 et L300-1 du même code.
- Adopter, modifier, résilier les conventions d'entretien avec des collectivités ou des établissements publics (exemple : déneigement avec une commune, le département...).
- Adopter, modifier ou résilier les conventions, contrats et autres documents dans le cadre de l'organisation de manifestations dans lesquelles L'agglo est organisatrice ou partenaire ou pour organiser l'intervention des services intercommunaux.
- Adopter, modifier ou résilier les contrats et mises à disposition visant à l'utilisation des équipements, des matériels de L'agglo.
- Adopter, modifier ou résilier les conventions de prêt de matériel et de véhicule sans incidence financière.
- Adopter, modifier les procès-verbaux de mise à disposition dans le cadre des transferts de compétences avec les communes membres ou les syndicats mixtes auxquels L'agglo adhère.
- Adopter, modifier, résilier les conventions de mise à disposition de toute nature, y

compris convention de mise à disposition de services.

- Adopter, modifier, résilier et autoriser la signature des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-12 du Code de la commande publique et les conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée.
- Adopter, modifier, résilier les conventions de participation financière, les conventions de partenariat et de coopération, dont l'incidence financière est inférieure à 100.000€ HT.
- Approuver les projets éducatifs, scientifiques, culturels et projets pédagogiques.
- Adopter et modifier les maquettes financières dans le cadre des dispositifs contractuels de partenariat avec l'Etat, la Région, le Département ou tout autre partenaire.

Article 3 : **DE CHARGER** le président, jusqu'à la fin de son mandat, par délégation, d'effectuer l'ensemble des opérations mentionnées à l'article 2.

Article 4 : **DE RAPPELLER** que, lors de chaque réunion du conseil communautaire, le président rendra compte des attributions qu'il exerce par délégation du conseil communautaire.

Article 5 : **D'AUTORISER** le président à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à l'application de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité - 2 abstentions (Agnès Leclerc et Marcel Lopez)

2. Assemblées / Modification du pacte de gouvernance 2021-2026

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu la délibération du 10 novembre 2021 portant modification du règlement intérieur des instances institutionnelles ;

Considérant que depuis le 1^{er} juillet 2021, conformément à l'article 136 de la loi ALUR, L'agglo Foix-Varilhes est compétente en matière de « plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » et qu'il convient dans ce cadre de créer une commission thématique ad hoc et des groupes de travail spécifiques dédiés à la poursuite des procédures communales en cours ;

Considérant par ailleurs la volonté d'ouvrir les commissions intercommunales aux conseillers municipaux et de ce fait, pour favoriser la participation du plus grand nombre, d'augmenter la capacité maximale à 35 participants (contre 20 précédemment) ;

Considérant la proposition d'augmenter la fréquence et la régularité des conseils communautaires afin d'en alléger autant que possible l'ordre du jour et ainsi favoriser les temps d'échanges et de débats ;

Considérant la proposition, dans ce cadre, de redéfinir le rôle du bureau communautaire en en tant qu'instance de pilotage politique dépourvue de pouvoir délibératif ;

Il est rappelé :

Le pacte de gouvernance s'inscrit dans un souci de proximité et d'efficacité de l'action publique locale, avec pour principale ambition d'assurer une meilleure représentativité des communes dans la gouvernance de l'intercommunalité.

Par son histoire, L'agglo Foix-Varilhes est issue d'un long et fructueux travail collectif, et se dessine au travers d'un projet et d'une vision partagée de l'avenir commun des 42 communes représentant plus de 32.000 habitants.

Le pacte de gouvernance se veut le garant de ces acquis historiques et démocratiques. Il ne doit pas être appréhendé au seul sens de l'article L.5211-11-2 du Code général des collectivités territoriales. Il traduit avant tout les modes de décisions politiques de L'agglo en lien avec ses communes membres sur le fondement de son projet de territoire.

Le couple agglo/communes doit constituer un atout pour rendre un service public à la population toujours plus efficient et plus proche de ses attentes.

Les objectifs s'articulent autour de trois axes principaux :

- Assurer la représentativité des territoires, par l'association de chacun des partenaires, public ou privé, à l'élaboration et au déploiement de politiques publiques ambitieuses.

- Conforter la solidarité pour un développement équitable et harmonieux de notre territoire.
- Identifier et mettre en œuvre des réponses collectives aux enjeux de son développement durable.

L'agglomération doit répondre à une nécessité de proximité pour assurer la pertinence de ses politiques publiques, leur cohérence et leur efficacité.

L'ensemble de ces exigences se reflète déjà dans les pratiques de gouvernance de l'agglomération au cœur desquelles les communes ont une place prépondérante.

De surcroît, la crise sanitaire a mis en lumière la pertinence et l'intérêt d'une coordination des politiques publiques à tous les niveaux. Le pacte de gouvernance tiendra compte des enseignements de cette crise pour affirmer une horizontalité plus forte de l'action publique locale.

Un suivi du pacte de gouvernance sera réalisé par les instances concernées. La conférence des maires est une instance privilégiée pour opérer le suivi de ce pacte de gouvernance.

Le président indique que la modification du pacte est liée à la modification de la délégation du président et du règlement intérieur des instances institutionnelles.

Agnès Leclerc salue l'ouverture des commissions aux conseillers municipaux et souhaite davantage de représentation minoritaire. Elle note que la participation citoyenne n'est pas intégrée aux axes stratégiques. Par ailleurs, elle s'interroge quant au conseil de développement et les moyens dont il dispose. Concernant le développement durable, il n'est pas intégré aux réponses collectives.

Le président rappelle l'avant-propos du pacte de gouvernance. Le conseil de développement a rencontré des difficultés pour se réunir en raison de la situation sanitaire. Il présentera en conseil en début d'année son rapport d'activité. Le développement durable est détaillé dans le projet de territoire.

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** la modification du pacte de gouvernance annexé à la présente délibération.

Article 2 : **D'AUTORISER** le président à soumettre le projet de pacte de gouvernance modifié à l'avis des conseils municipaux des communes membres.

Article 3 : **DE PRÉCISER** que les communes disposent d'un délai de deux mois après transmission du projet de pacte, pour rendre leur avis.

Il s'agit d'un avis simple.

Article 4 : **D'AUTORISER** le président à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à l'application de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité - 2 abstentions (Agnès Leclerc et Marcel Lopez)

3. Finances / Budget principal – budget 2021 : décision modificative n° 2

Rapporteur : Paul Cayrol

Considérant qu'il y a lieu de procéder à des ajustements de crédits pour prendre en compte l'évolution des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement ;

Considérant la présentation au conseil communautaire de la décision modificative n° 2 du budget principal pour 2021, dont les dépenses et les recettes s'équilibrent de la manière suivante :

	Budget 2021 (BP + DMI)	Décision modificative n°2	Budget consolidé 2021
Chap 002 Résultat de fonctionnement reporté (excédent)	4.528.117,77	0,00	4.528.117,77
Chap 013 Atténuations de charges	73.000,00	0,00	73.000,00
Chap 70 Produits des services, du domaine et ventes diverses	1.783.465,00	0,00	1.783.465,00
Chap 73 Impôts et taxes	16.184.848,00	85.400,00	16.270.248,00
Chap 74 Dotations, subventions et participations	7.417.221,08	0,00	7.417.221,08
Chap 75 Autres produits de gestion courante	166.550,53	0,00	166.550,53
Chap 77 Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
<i>Chap 042 Opérations d'ordre de transfert entre sections</i>	<i>1.028.682,27</i>	<i>0,00</i>	<i>1.028.682,27</i>
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	31.181.884,65	85.400,00	31.267.284,65
Chap 011 Charges à caractère général	2.646.320,00	100.000,00	2.746.320,00
Chap 012 Charges de personnel et frais assimilés	7.674.639,00	-50.000,00	7.624.639,00
Chap 014 Atténuations de produits	3.392.106,00	81.400,00	3.473.506,00
Chap 65 Autres charges de gestion courante	10.029.896,00	-48.000,00	9.981.896,00
Chap 66 Charges financières	175.676,90	2.000,00	177.676,90
Chap 67 Charges exceptionnelles	346.650,00	0,00	346.650,00
Chap 022 Dépenses imprévues (fonctionnement)	1.700.000,00	0,00	1.700.000,00
<i>Chap 023 Virement à la section d'investissement</i>	<i>3.772.647,73</i>	<i>0,00</i>	<i>3.772.647,73</i>
<i>Chap 042 Opérations d'ordre de transfert entre sections</i>	<i>1.443.949,02</i>	<i>0,00</i>	<i>1.443.949,02</i>
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	31.181.884,65	85.400,00	31.267.284,65
	Budget 2021 (BP + DMI)	Décision modificative n°2	Budget consolidé 2021
Chap 10 Dotations, fonds divers et réserves	680.000,00	0,00	680.000,00
Chap 13 Subventions d'investissement	1.741.219,00	0,00	1.741.219,00
Chap 16 Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
Chap 45 Opérations sous mandat	1.191.336,80	0,00	1.191.336,80
<i>Chap 021 Virement de la section de fonctionnement</i>	<i>3.772.647,73</i>	<i>-85.400,00</i>	<i>3.687.247,73</i>
<i>Chap 040 Opérations d'ordre de transfert entre sections</i>	<i>1.443.949,02</i>	<i>85.400,00</i>	<i>1.529.349,02</i>
<i>Chap 041 Opérations patrimoniales</i>	<i>910.000,00</i>	<i>0,00</i>	<i>910.000,00</i>
RECETTES D'INVESTISSEMENT	9.739.152,55	0,00	9.739.152,55
Chap 001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	1.256.615,49	0,00	1.256.615,49
Chap 020 Dépenses imprévues (investissement)	148.843,00	-148.801,19	41,81
Chap 10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	5.417,19	5.417,19
Chap 13 Subventions d'investissement	0,00	85.459,00	85.459,00
Chap 16 Emprunts et dettes assimilées	550.600,00	0,00	550.600,00
Chap 20 Immobilisations incorporelles	216.301,64	13.000,00	229.301,64
Chap 204 Subventions d'équipement versées	684.088,38	0,00	684.088,38
Chap 21 Immobilisations corporelles	887.512,43	54.925,00	942.437,43
Chap 23 Immobilisations en cours	2.461.809,34	0,00	2.461.809,34
Chap 26 Participations	0,00	3.000,00	3.000,00
Chap 45 Opérations sous mandat	1.594.700,00	-13.000,00	1.581.700,00
<i>Chap 040 Opérations d'ordre de transfert entre sections</i>	<i>1.028.682,27</i>	<i>0,00</i>	<i>1.028.682,27</i>
<i>Chap 041 Opérations patrimoniales</i>	<i>910.000,00</i>	<i>0,00</i>	<i>910.000,00</i>
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	9.739.152,55	0,00	9.739.152,55

Il est proposé :

Article 1 : D'ADOPTER la décision modificative n° 2 du budget principal pour 2021.

Article 2 : D'AUTORISER le président à signer tous documents en vue de l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité -

4. Finances / Budget annexe mobilité – budget 2021 : décision modificative n° 1

Rapporteur : Paul Cayrol

Considérant qu'il y a lieu de procéder à des ajustements de crédits pour prendre en compte, notamment :

- La signature d'un avenant au marché de transport urbain passé avec la société Transdev, relatif à la navette vaccination mise en place au cours de l'été 2021, pour un montant supplémentaire de 11.818,40€ (chapitre 011).
- La rectification de l'imputation comptable du remboursement, par le département de l'Ariège, des transports gratuits qu'il a décidé d'octroyer, et la hausse constatée de celui-ci (chapitres 74 et 70).
- La nécessité de procéder au versement d'une subvention complémentaire du budget principal de L'agglomération au budget annexe mobilité, afin d'assurer l'équilibre du budget.

Considérant la présentation au conseil communautaire de la décision modificative n° 1 du budget annexe mobilité pour 2021, dont les dépenses et les recettes s'équilibrent de la manière suivante :

Section de fonctionnement	Budget primitif	Décision modificative	Budget consolidé
011 - Charges à caractère général	300.000,00	15.000,00	315.000,00
012 - Charges de personnel et frais assimilés	8.000,00		8.000,00
65 - Autres charges de gestion courante	40,75		40,75
Total des dépenses de fonctionnement	308.040,75	15.000,00	323.040,75
002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent)	21.629,75		21.629,75
70 - Vente de produits fabriqués, prestation de services, m	0,00	25.500,00	25.500,00
74 - Subventions d'exploitation	26.411,00	-22.500,00	3.911,00
77 - Produits exceptionnels	260.000,00	12.000,00	272.000,00
Total des recettes de fonctionnement	308.040,75	15.000,00	323.040,75

Il est proposé :

Article 1 : **D'ADOPTER** la décision modificative n° 1 du budget annexe mobilité pour 2021.

Article 2 : **D'AUTORISER** le président à signer tous documents en vue de l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité -

5. Finances / Budget annexe mobilité – subvention d'exploitation 2021

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu la convention de délégation de service public pour l'exploitation de la navette urbaine et du transport à la demande ;

Vu la signature de l'avenant n° 3 relatif au service de transport à la demande vaccination et à la navette vaccination, pour un montant global de 11.818,40€ HT soit 13.000,24€ TTC ;

Considérant la nécessité de procéder au versement d'une subvention complémentaire du budget principal au budget annexe mobilité, afin d'assurer l'équilibre du service ;

Il est proposé :

Article 1 : **DE PROCÉDER** au versement, par le budget principal, d'une subvention d'exploitation complémentaire pour 2021, à son budget annexe mobilité de 12.000€.

Article 2 : **DE PRÉCISER** que le versement de cette subvention d'exploitation permet de ne pas imposer une hausse excessive des tarifs.

Article 3 : **DE DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au compte 657364 du budget principal pour 2021 et au compte 774 du budget annexe mobilité pour 2021.

Adopté à l'unanimité -

6. Finances / Budget annexe résidence autonomie – affectation du résultat 2018

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu la délibération du conseil communautaire du 27 février 2019 relative à l'approbation du compte administratif pour 2018 du budget annexe de la résidence autonomie ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 5 juin 2019 portant décision modificative du budget annexe de la résidence autonomie 2019 ;

Considérant que le conseil communautaire a approuvé le compte administratif 2018 du budget annexe de la résidence autonomie lors de sa séance du 27 février 2019, faisant ressortir un excédent global de clôture de 77.844,70€ ;

Considérant que si l'excédent d'investissement pour 2018 a bien été repris lors du vote de la décision modificative du 5 juin 2019, pour un montant de 45.099,86€, en revanche l'excédent de fonctionnement n'a pas fait l'objet d'une affectation au budget de l'année ;

Considérant qu'au vu du compte administratif pour 2018 du budget annexe résidence autonomie, il convient de statuer sur l'affectation du résultat 2018 afin de prévoir sa reprise au budget 2021 ;

Constatant que le compte administratif fait apparaître un excédent de fonctionnement de 32 744,91€ ;

Il est proposé :

Article unique : D'AFFECTER le résultat de fonctionnement du budget annexe résidence autonomie comme suit :

AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2018	
	En euros
Résultat de fonctionnement	
<u>A. Résultat de l'exercice</u> Précédé du signe + (excédent) ou – (déficit)	-5 659,98
<u>B. Résultats antérieurs reportés</u> Ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou – (déficit)	+38 404,89
C. Résultat à affecter = A + B (hors restes à réaliser) (si négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)	32 744,91
<u>D. Solde d'exécution d'investissement</u> D 001 (besoin de financement) R 001 (excédent de financement)	45 099,86
<u>E. Solde des restes à réaliser d'investissement</u> Besoin de financement Excédent de financement	0,00 0,00
F. Excédent de financement Affectation = C G Affectation en réserve R 1068 en investissement	= D + E 45 099,86 32 744,91
G = au minimum, couverture du besoin de financement F	0,00
H. Report partiel en fonctionnement R 002 Déficit reporté D 002	32 744,91

Adopté à l'unanimité -

7. Finances / Budget annexe résidence autonomie – affectation du résultat 2019

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu la délibération du conseil communautaire du 4 mars 2020 relative à l'approbation du compte administratif pour 2019 du budget annexe de la résidence autonomie ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 29 juillet 2020 portant décision modificative n° 1 du budget annexe de la résidence autonomie 2020 ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 4 novembre 2020 portant décision modificative n° 2 du budget annexe de la résidence autonomie 2020 ;

Considérant que le conseil communautaire a approuvé le compte administratif 2019 du budget annexe de la résidence autonomie lors de sa séance du 4 mars 2020, faisant ressortir un excédent global de clôture de 83.857€ ;

Considérant que l'excédent d'investissement pour 2019 a bien été repris lors du vote de la décision modificative n° 1 du 29 juillet 2020, pour un montant de 49.550,90€ ;

Considérant que l'excédent de fonctionnement pour 2019 a bien été repris lors du vote de la décision modificative n° 2 du 4 novembre 2020, pour un montant de 34.306,10€ ;

Considérant ainsi qu'il convient, au vu du compte administratif pour 2019 du budget annexe résidence autonomie, de statuer formellement sur l'affectation du résultat 2019, sans qu'il y ait lieu de prévoir sa reprise au budget 2021 ;

Il est proposé :

Article unique : D'AFFECTER le résultat de fonctionnement du budget annexe résidence autonomie comme suit :

AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2019		En euros
Résultat de fonctionnement		
<u>A. Résultat de l'exercice</u> Précédé du signe + (excédent) ou – (déficit)		34.306,10
<u>B. Résultats antérieurs reportés</u> Ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou – (déficit)		0,00
C. Résultat à affecter = A + B (hors restes à réaliser) (si négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)		34.306,10
<u>D. Solde d'exécution d'investissement</u> D 001 (besoin de financement) R 001 (excédent de financement)		0,00 49.550,90
<u>E. Solde des restes à réaliser d'investissement</u> Besoin de financement Excédent de financement		- 32.703,16 0,00
F. Excédent de financement Affectation = C		16 847,74 34 306,10
G Affectation en réserve R 1068 en investissement		0,00
G = au minimum, couverture du besoin de financement F		
H. Report partiel en fonctionnement R 002		34 306,10
Déficit reporté D 002		0,00

Adopté à l'unanimité -

8. Finances / Budget annexe résidence autonomie 2021 – décision modificative n° 2

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu la délibération du conseil communautaire du 4 novembre 2020 approuvant le budget primitif pour 2021 du budget annexe résidence autonomie ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 approuvant la décision modificative n° 1 du budget annexe résidence autonomie pour 2021 ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 27 février 2019 relative à l'approbation du compte administratif pour 2018 du budget annexe résidence autonomie ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 15 décembre 2021 relative à l'affectation du résultat 2018 du budget annexe de la résidence autonomie ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder par voie de décision modificative à l'intégration des résultats 2018 au budget annexe résidence autonomie ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à des virements de crédits entre chapitres ;

Considérant la présentation au conseil communautaire de la décision modificative n° 2 du budget annexe résidence autonomie pour 2021, dont les dépenses et les recettes s'équilibrent de la manière suivante :

En section de fonctionnement :

	Budget primitif 2021	Décision modificative n°1	Décision modificative n°2	Budget consolidé 2021
Chap 017 Groupe 1 : Produits de la tarification	504.350,00	0,00	0,00	504.350,00
Chap 018 Groupe 2 : Autres produits de la tarification	12.825,00	0,00	0,00	12.825,00
Chap 019 Groupe 3 : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	0,00	0,00	0,00
Chap 002 Report à nouveau	0,00	14.966,50	32.744,91	47.711,41
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	517.175,00	14.966,50	32.744,91	564.886,41
Chap 011 Groupe 1 : dépenses afférentes à l'exploitation courante	142.975,00	0,00	21.111,99	164.086,99
Chap 012 Groupe 2 : dépenses afférentes au personnel	262.450,00	14.966,50	-8.437,38	268.979,12
Chap 016 Groupe 3 : Dépenses afférentes à la structure	111.750,00	0,00	20.070,30	131.820,30
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	517.175,00	14.966,50	32.744,91	564.886,41

En section d'investissement :

	Budget primitif 2021	Restes à réaliser	Décision modificative n°1	Décision modificative n°2	Budget consolidé 2021
Chap 10 Dotations et fonds divers	1.000,00	0,00	0,00	0,00	1.000,00
Chap 13 Subventions d'investissement	0,00	297.622,00	0,00	0,00	297.622,00
Chap 16 Emprunts et dettes assimilées	478.300,00	0,00	-478.300,00	2.000,00	2.000,00
Chap 28 Amortissements	11.700,00	0,00	0,00	0,00	11.700,00
RECETTES D'INVESTISSEMENT	491.000,00	297.622,00	-478.300,00	2.000,00	312.322,00
Chap 16 Emprunts et dettes assimilées	5.000,00	0,00	0,00	2.000,00	7.000,00
Chap 20 Immobilisations incorporelles	100.000,00	13.668,00	0,00	0,00	113.668,00
Chap 21 Immobilisations corporelles	386.000,00	29.293,47	-228.755,83	0,00	186.537,64
Chap 001 Solde reporté	0,00	0,00	5.116,36	0,00	5.116,36
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	491.000,00	42.961,47	-223.639,47	2.000,00	312.322,00

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** la présente décision modificative n° 2 du budget annexe résidence autonomie pour 2021.

Article 2 : **D'AUTORISER** le président à signer tous documents afférents.

Adopté à l'unanimité -

9. Finances / Budget annexe atelier relais – budget 2021 : décision modificative n°1

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/047 du 14 avril 2021 relative à l'adoption du budget primitif du budget annexe atelier relais pour 2021 ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à des ajustements de crédits en section de fonctionnement pour prendre en compte les montants définitifs de la taxe foncière acquittée par L'agglo sur les locaux donnés en crédit-bail, et refacturés par celle-ci aux occupants ;

Considérant qu'il convient d'ajuster les crédits en section d'investissement pour prendre en compte le montant exacts des annuités d'emprunts acquittées par L'agglo sur les locaux donnés en crédit-bail et refacturés par celle-ci aux occupants ;

Considérant la présentation au conseil communautaire de la décision modificative n° 1 du budget annexe atelier relais pour 2021, dont les dépenses et les recettes s'équilibrent de la manière suivante :

Section de fonctionnement	Budget primitif	Décision modificative	Budget consolidé
011 - Charges à caractère général	25.000,00	-10.552,00	14.448,00
65 - Autres charges de gestion courante	1.234,80		1.234,80
66 - Charges financières	19.918,65		19.918,65
Total des dépenses de fonctionnement	46.153,45	-10.552,00	35.601,45
002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	1.234,80		1.234,80
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	25.000,00	-10.552,00	14.448,00
76 - Produits financiers	19.918,65		19.918,65
Total des recettes de fonctionnement	46.153,45	-10.552,00	35.601,45

Section d'investissement	Budget primitif	Décision modificative	Budget consolidé
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	16.051,88		16.051,88
16 - Emprunts et dettes assimilées	43.408,15	1.000,00	44.408,15
21 - Immobilisations corporelles	144,99		144,99
Total des dépenses d'investissement	59.605,02	1.000,00	60.605,02
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0,00		0,00
27 - Autres immobilisations financières	59.605,02	1.000,00	60.605,02
Total des recettes d'investissement	59.605,02	1.000,00	60.605,02

Il est proposé :

Article 1 : **D'ADOPTER** la décision modificative n° 1 du budget annexe atelier relais pour 2021.

Article 2 : **D'AUTORISER** le président à signer tous documents en vue de l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité -

10. Finances / Budget principal – autorisation donnée au président pour engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif pour 2022

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu l'article L.1612-1 du Code général des collectivités territoriales permettant à l'organe délibérant d'autoriser le président, jusqu'à l'adoption du budget primitif, d'engager, de liquider et de mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette et les dépenses imprévues ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/046 du 14 avril 2021 relative à l'adoption du budget primitif du budget principal pour 2021 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/065 du 26 mai 2021 relative à l'adoption de la décision modificative n°1 du budget principal pour 2021 ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 15 décembre 2021 relative à l'adoption de la décision modificative n° 2 du budget principal pour 2021 ;

Considérant que les crédits d'investissement, hors remboursement de la dette, dépenses imprévues et restes à réaliser 2020, ouverts pour le budget 2021, s'élèvent à 5.496.986,59€ ;

	BP 2021		DM1 + DM2	Budget consolidé	Inscriptions 2021 (hors RAR)
	RAR 2020	Inscriptions 2021			
10 Dotations, fonds divers	0,00	0,00	5.417,19	5.417,19	5.417,19
13 Subv. d'équipement	0,00	0,00	85.459,00	85.459,00	85.459,00
20 Immo. incorporelles	101,64	216.200,00	13.000,00	229.301,64	229.200,00
204 Subv. d'équipement	91.638,38	570.000,00	22.450,00	684.088,38	592.450,00
21 Immo. corporelles	182.062,43	629.450,00	130.925,00	942.437,43	760.375,00
23 Immo. en cours	205.438,94	2.256.370,40	0,00	2.461.809,34	2.256.370,40
26 Participations	0,00	0,00	3.000,00	3.000,00	3.000,00
45 Op. sous mandat	16.985,00	1.465.000,00	99.715,00	1.581.700,00	1.564.715,00
DEPENSES D'EQUIPEMENT	496.226,39	5.137.020,40	359.966,19	5.993.212,98	5.496.986,59

Considérant que le conseil communautaire peut autoriser le président à engager, liquider et mandater au maximum le quart des crédits ouverts en 2021 au titre des dépenses d'équipement, soit :

$$5.496.986,59 \text{ €} \times 25\% = 1.374.246,65 \text{ €}$$

Il est proposé :

Article 1 : **D'AUTORISER** le président à engager, liquider, et mandater les dépenses d'investissement aux articles suivants du budget principal avant que le budget primitif pour 2022 n'ait été adopté :

Chapitre 20	250.000,00
... article 2031 - frais d'études	240.000,00
... article 2051 - concessions et droits similaires	10.000,00
Chapitre 204	130.000,00
... article 20422 - subventions d'équipement personnes de droit privé	50.000,00
... article 2041412 - subventions d'équipement aux communes	80.000,00
Chapitre 21	440.000,00
... article 2128 - autres agencement et aménagement de terrains	140.000,00
... article 21318 - autres bâtiments publics	100.000,00
... article 2151 - réseaux de voirie	100.000,00
... article 2183 - matériel de bureau et matériel informatique	50.000,00
... article 2188 - autres biens mobiliers	50.000,00
Chapitre 23	150.000,00
... article 2313 - constructions	100.000,00
... article 238 - avances	50.000,00
Chapitre 45	300.000,00
... article 4581-15 Voirie 2021 (2021/2022)	300.000,00
TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT	1.270.000,00

PLAFOND DES CREDITS POUVANT ÊTRE OUVERTS	1.374.246,65
---	---------------------

Article 2 : **D'AUTORISER** le président à signer tous documents afférents.

Adopté à l'unanimité -

11. Finances / Budget principal – autorisation de programme et crédits de paiement

Rapporteur : Paul Cayrol

Considérant que pour des raisons budgétaires et techniques il convient d'inscrire cette opération au budget principal de L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant que les charges d'annuité seront supportées par le budget annexe de la résidence autonomie ;

Considérant que cette opération, dont le coût est estimé à 6.000.000€ TTC, sera réalisée sur plusieurs exercices ;

Considérant qu'il est donc souhaitable de créer une autorisation de programme pour cette opération ;

Il est proposé :

Article 1 : **DE CRÉER** l'autorisation de programme n° 9 « Construction d'une résidence autonomie à Foix » comme suit :

Montant de l'autorisation de programme : 6.000.000€ TTC

Crédits de paiement (TTC) :

	2021	2022	2023	2024	Total
Résidence autonomie	42.000€	1.250.000€	2.500.000€	1.208.000€	5.000.000€
Services aux personnes âgées	8.000€	250.000€	500.000€	242.000€	1.000.000€
Total	50.000€	1.500.000€	3.000.000€	1.450.000€	6.000.000€

Article 2 : **DE DÉCIDER** que les crédits de paiement non consommés au cours de l'exercice sur l'autorisation de programme seront automatiquement reconduits sur l'exercice suivant.

Adopté à l'unanimité -

12. Finances / Règlement d'attribution des subventions aux associations et organismes

Rapporteur : Monsieur le Président

Considérant que L'agglo Foix-Varilhes apporte deux types de soutien aux associations et aux organismes :

- Un soutien au fonctionnement des associations et organismes qui participent, dans le cadre de partenariats, à la mise en œuvre des compétences de L'agglo.
- Un soutien aux projets présentés par les associations et les organismes.

Considérant qu'afin de favoriser l'information des associations sur les modalités de demande et d'attribution et de faciliter la constitution et la complétude des dossiers, il est nécessaire de se doter d'un règlement d'attribution des subventions aux associations et organismes, dans le cadre de soutien aux projets ;

Considérant que le règlement d'attribution proposé définit :

- Les associations et organismes pouvant être bénéficiaires de subventions.
- Les critères d'éligibilités au regard de la situation de l'association ou de l'organisme et du projet présenté.
- Les critères d'analyse des demandes au regard du type de projet présenté et de son contenu détaillé en conformité avec les compétences, le projet de territoire et les valeurs portées par L'agglo.
- Les modalités de procédures de dépôts.
- La procédure d'instruction.
- Les modalités de versement de la subvention.

- Les obligations en matière de communication sur le soutien de L'agglo.

Considérant l'avis favorable et unanime des membres du bureau communautaire en date du 29 novembre 2021 ;

Le président confirme à travers le projet de territoire la volonté de L'agglo de soutenir les projets des associations locales. Ce travail a été mené par les commissions concernées principalement (sport et culture notamment). Le président salue leur implication. Il est nécessaire de fixer un cadre pour l'éligibilité, l'attribution et le versement des subventions. Une distinction est faite entre la première et la deuxième enveloppe.

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** le règlement d'attribution de subventions aux associations et organismes dans le cadre de soutien à projets.

Article 2 : **D'AUTORISER** la mise en application du présent règlement et sa diffusion auprès des organismes et associations.

Article 3 : **D'AUTORISER** le président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité -

13. Aménagement - Urbanisme / Poursuite par L'agglo Foix-Varilhes des procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme communaux engagées avant le transfert de compétence

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu la délibération de la commune de Gudas du 30 septembre 2021 confiant à L'agglo Foix-Varilhes la poursuite et l'achèvement de la procédure engagée par la commune avant le transfert de compétence ;

Considérant que depuis le 1^{er} juillet 2021, conformément à l'article 136 de la loi ALUR, L'agglo Foix-Varilhes est compétente en matière de « plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » ;

Considérant que ce transfert de compétence n'interdit cependant pas la poursuite des procédures d'élaboration et d'évolution engagées par les communes. En effet, l'article L. 153-9 alinéa 1 du Code de l'urbanisme dispose que : « L'établissement public de coopération intercommunale [...] peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence. Lorsque la procédure a été engagée par une commune, l'accord de celle-ci est requis. L'établissement public de coopération intercommunale se substitue de plein droit à la commune ou à l'ancien établissement public de coopération intercommunale dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée avant la date de sa création, de sa fusion, de la modification de son périmètre ou du transfert de la compétence » ;

Considérant que la commune de Gudas a chargé un cabinet pour l'assister dans l'évolution de son document d'urbanisme par voie contractuelle ;

Il est proposé d'acter la reprise de la procédure suivante afin de la mener à son terme : commune de Gudas : modification n°2 du plan local d'urbanisme.

Il est proposé :

Article 1 : **DE POURSUIVRE** la modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Gudas actuellement en phase d'approbation.

Article 2 : **DE MANDATER** le président pour conduire toute démarche et signer tout document nécessaire à la concrétisation de la présente délibération et la poursuite desdits documents d'urbanisme.

Article 3 : **DE PRÉCISER** que les contrats relatifs à ces procédures sont transférés de plein droit à L'agglo Foix-Varilhes.

Adopté à l'unanimité -

Norbert Meler quitte l'assemblée 18h15.

14. Aménagement - Urbanisme / Approbation de la modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Gudas

Rapporteur : Monsieur le Président

Considérant que depuis le 1^{er} juillet 2021, conformément à l'article 136 de la loi ALUR, L'agglo Foix-Varilhes est compétente en matière de « plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » ;

Considérant que les objectifs poursuivis par la commune de Gudas concernent la fermeture de la zone à urbaniser AU « Les Cazals », insuffisamment équipée et non desservie en périphérie immédiate de la zone et reclassée en zone AU0, et sur la modification d'erreurs matérielles de tracé du zonage ;

Considérant que le projet de modification du plan local d'urbanisme de la commune de Gudas, mis à la disposition du public, n'a nécessité aucune modification pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier et des observations du public ;

Considérant ainsi que le projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme, tel qu'il est présenté au conseil communautaire, est prêt à être adopté, conformément à l'article L.153-43 du Code de l'urbanisme;

Yves Marcerou présente la modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune pour se mettre en conformité avec le SCOT :

- Réduction des espaces constructibles et des espaces ouverts à l'urbanisation.
- Restructuration des différentes zones.
- Mise à jour des emplacements réservés et la mise aux normes du PLU au format exigé (standard national).
- Pas d'évaluation environnementale.
- Travail avec les personnes publiques associées.
- Avis favorable et sans réserve du commissaire enquêteur.

Le SCOT allant être révisé, il conviendra de prévoir une nouvelle modification pour mise en conformité. Il salue le travail des agents de la DDT.

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** la modification n°2 du plan local d'urbanisme de Gudas telle que prévue en annexe.

Article 2 : **DE DIRE** que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme, d'un affichage au siège de L'agglo Foix-Varilhes et en mairie de Gudas pendant un mois et qu'une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 3 : **DE DIRE** que, conformément à l'article L153-22 du Code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public dans les locaux administratifs de L'agglo Foix-Varilhes et en mairie de Gudas.

Article 4 : **DE DIRE** que la présente délibération et les dispositions résultants de la modification n°2 du PLU de la commune de Gudas seront exécutoires dans les conditions définies à l'article L.153-23 du Code de l'urbanisme.

Article 5 : **D'AUTORISER** le président à signer tous documents afférents à la présente délibération.

Adopté à l'unanimité –

15. Economie / Convention de partenariat entre la Chambre de commerce et d'industrie de l'Ariège et L'agglo Foix-Varilhes

Rapporteur : Monsieur le Président

Considérant l'engagement de L'agglo Foix-Varilhes dans le domaine du développement économique en s'appuyant sur un large et riche partenariat, notamment avec la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de l'Ariège ;

Considérant que les objectifs et actions du projet de territoire figurent ainsi dans les contrats de partenariats signés avec la Région (contrat territorial Occitanie) et prochainement avec l'Etat (contrat de relance et de transition écologique) ;

Considérant la Loi PACTE (plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises) promulguée le 18 juin 2018 et le COP 2020-2022 (contrat d'objectif et de performance) conclu entre l'Etat et la CCI de France précisant le périmètre d'intervention de ces dernières, couvrant 5 registres :

- Axe 1 : l'entrepreneuriat.
- Axe 2 : l'appui aux entreprises dans leurs mutations.
- Axe 3 : l'accompagnement des entreprises à l'International.
- Axe 4 : la représentation des entreprises.
- Axe 5 : l'appui aux territoires.

Considérant que L'agglo et la CCI de l'Ariège manifestent leur volonté commune de cadrer leur coopération pour favoriser le développement économique et de l'emploi du territoire intercommunal et pour optimiser à cette fin leurs moyens humains, techniques et financiers ;

Considérant que la présente convention de partenariat a pour objet de favoriser le développement économique du territoire de L'agglo Foix-Varilhes au travers de la mutualisation d'outils de valorisation et d'actions communes visant à développer le secteur du commerce, de l'industrie et du tourisme ;

Considérant que les domaines d'intervention prioritaires couverts par la convention sont les suivants :

- Connaissance du territoire :
 - Fourniture annuelle par la CCI de la liste des entreprises inscrites au RCS (registre du commerce et des sociétés) présentes sur le territoire sous format Excel.
 - Fourniture annuelle par la CCI d'un dossier de présentation d'une analyse du territoire intercommunal sous la forme d'une dizaine d'indicateurs socio-économiques, de tableaux et graphiques correspondants et d'éléments de comparaison avec l'échelon départemental.
- Animation du territoire :
 - Information des services de L'agglo Foix-Varilhes : accès à l'offre d'information et de réunions d'information/webinaires mises en œuvre par la CCI.
 - Organisation de réunions thématiques au bénéfice des professionnels du territoire, possiblement une fois par an, sur une problématique locale (cf. transmission/reprise, transition numérique, transition écologique, emploi-RH, prévention et traitement des difficultés, revitalisation commerciale...).
- Aménagement du territoire :
 - Aide à la décision pour les projets d'urbanisme.
 - Accompagnement aux démarches de revitalisation commerciale.
 - Accompagnement aux démarches de développement touristique.
 - Soutien de la CCI à L'agglo Foix-Varilhes dans sa stratégie et ses projets d'aménagement et de développement touristique.
 - Aide à l'implantation d'entreprises : accompagnement à l'installation ou à la relocalisation d'entreprises (bourse des locaux et de l'immobilier d'entreprises, atlas des parcs d'activités).
- Développement du territoire :

- Accompagnement des porteurs de projet : dans le cadre des projets identifiés localement par L'agglo, la CCI s'engage à rencontrer à leur demande les porteurs de projet pour leur présenter le parcours d'accompagnement à la création et reprise de la CCI (offre SOLUCCIO Création Transmission Reprise), l'aider à structurer son projet, comprendre les différentes étapes de la création d'entreprise, étudier la faisabilité de son projet, élaborer son plan de financement et rechercher des financements. Un suivi post-crédation sera également effectué pendant une durée de 3 ans.
- Accompagnement au maintien, au développement et à la transmission d'entreprises.
- Accompagnement au montage de dossier de demandes de financement à l'immobilier d'entreprise, en lien avec L'agglo Foix-Varilhes et les financeurs.
- Représentation économique du territoire :
 - Fourniture de recueils du point de vue économique (note de conjoncture bimestrielle, consultations « flash » en partenariat avec la Banque de France...).

Considérant qu'un technicien sera désigné par chaque partenaire en appui des élus de L'agglo Foix-Varilhes et de la CCI pour assurer le suivi de cette convention, faire un bilan au moins une fois par an sur les actions réalisées et préparer l'évolution du partenariat signé ;

Le président présente les trois projets de conventions. Il indique qu'à la demande des chambres consulaires, un projet de convention a été établi pour :

- Mieux accompagner les porteurs de projets dans la création et la reprise d'entreprises
- Possibilité d'intervenir dans l'ensemble du cycle de vie d'une entreprise sur des thèmes variés
- Contribuer au développement du territoire, notamment au travers de la transmission d'entreprises
- Accompagner le montage des dossiers inhérents à l'immobilier d'entreprise
- Améliorer la connaissance du territoire
- Organiser des réunions notamment pour l'accompagnement à la transition énergétique

Il s'agit de simplifier les démarches de l'entrepreneur.

André Pechin relève l'espace test agricole à l'Ayroule et souhaite davantage de précisions.

Le président indique que cet espace test se situerait à Montgaillhard. Les projets sont en cours de définition en développant un espace destiné à tester une activité. Il faudra lier cet espace au dispositif porté par la Région en la matière (intervention en matière d'acquisition des emprises nécessaires).

Marcel Lopez demande si la transition énergétique est intégrée dans les trois conventions.

Le président répond par l'affirmative.

Nathalie Maury demande des précisions quant aux différences de coûts.

Le président répond que cela correspond au volume de travail effectué, pour la chambre d'agriculture il faut prendre en compte les différentes études à réaliser.

Agnès Leclerc met un bémol pour la chambre d'agriculture et note les progrès à réaliser pour la transition écologique. Elle soulève un projet présenté au PETR pour la marque Nou (boutique à Toulouse d'un montant de 500.000€). Le partenariat doit insuffler l'efficacité énergétique.

Le président rappelle le rôle incontournable de la chambre d'agriculture et précise que la convention ne couvre pas la marque Nou.

Didier Dupuy souhaite savoir si à travers cette convention il est possible de tirer la chambre d'agriculture vers plus de développement durable en fixant des contraintes, objectifs.

Le président répond que la convention avec la chambre d'agriculture est plus spécifique que les autres en matière d'accompagnement des projets portés sur le territoire.

Jérôme Azéma souligne que le montant des sommes est raisonnable au regard du nombre de dossiers examinés.

Il est proposé :

- Article 1 :** **D'APPROUVER** la convention de partenariat entre la Chambre de commerce et d'industrie de l'Ariège et L'agglo Foix-Varilhes.
- Article 2 :** **DE PRÉCISER** que le coût forfaitaire de cette offre aux intercommunalités de l'Ariège est déterminé par la taille de leur tissu économique, donnant lieu à un coût forfaitaire annuel établi à 10.000€ pour L'agglo Foix-Varilhes.
- Article 3 :** **DE PRÉCISER** que la présente convention est conclue pour une durée de 3 ans et commencera à courir à compter du 1^{er} janvier 2022.
- Article 4 :** **DE PRÉCISER** que les crédits seront inscrits au budget principal de l'exercice.
- Article 5 :** **D'AUTORISER** le président à signer, au nom et pour le compte de L'agglo, la convention de partenariat et tout document relatif à cette convention.

Adopté à l'unanimité - Michel Tartié ne prend pas part au vote

16. Economie / Convention de partenariat entre la Chambre de métiers et de l'artisanat de l'Ariège, unité territoriale de la Chambre de métiers et de l'artisanat de région Occitanie et L'agglo Foix-Varilhes

Rapporteur : Michel Tartié

Considérant l'engagement de L'agglo Foix-Varilhes dans le domaine du développement économique en s'appuyant sur un large et riche partenariat, notamment avec la Chambre de métiers et de l'artisanat (CMA) de région Occitanie.

Considérant que les objectifs et actions du projet de territoire figurent ainsi dans les contrats de partenariats signés avec la Région (contrat territorial Occitanie) et prochainement avec l'Etat (contrat de relance et de transition écologique).

Considérant la Loi PACTE (plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises) promulguée le 18 juin 2018 et le COP 2020-2022 (contrat d'objectif et de performance) conclu entre l'Etat et la CMA France précisant le périmètre d'intervention de ces dernières, couvrant 5 registres :

- Axe 1 : entrepreneuriat et développement économique.
- Axe 2 : transitions numériques et écologiques.
- Axe 3 : communication en faveur de l'artisanat.
- Axe 4 : appui territorial.
- Axe 5 : optimisation de l'efficacité du réseau des CMA.

Considérant que L'agglo Foix-Varilhes et la CMA de l'Ariège manifestent leur volonté commune de cadrer leur coopération pour favoriser le développement économique et de l'emploi du territoire intercommunal et pour optimiser à cette fin leurs moyens humains, techniques et financiers ;

Considérant que la présente convention de partenariat a pour objet de favoriser le développement économique du territoire de L'agglo Foix-Varilhes au travers de la mutualisation d'outils de valorisation et d'actions communes visant à développer le secteur des métiers de l'artisanat. Ce partenariat s'inscrit notamment dans le cadre du plan Entreprendre en Occitanie ;

Considérant que les domaines d'intervention prioritaires couverts par la convention sont les suivants :

- Entrepreneuriat et développement économique :
 - Accès à l'offre d'information et de réunions d'information/webinaires mises en œuvre par la Chambre de métiers et de l'artisanat tout au long de l'année.
 - Organisation de réunions thématiques sur le territoire, possiblement une fois par an, au bénéfice des professionnels du territoire, sur une problématique locale (transmission/reprise, transition numérique, transition écologique, emploi-RH, prévention et traitement des difficultés...).

- Accompagnement aux artisans désireux transmettre leur entreprise par la réalisation d'un diagnostic technique et économique, de conseils à la transmission, la mise en vente de l'affaire puis la mise en relation avec des porteurs de projets.
- Accompagnement dans la création/reprise en apportant un appui technique aux créateurs/repreneurs (aide au montage de projets, formation et accompagnement des nouveaux chefs d'entreprise).
- Accompagnement au montage de dossier de demandes de financement tel que l'aide à l'immobilier d'entreprise, en lien avec L'agglo Foix-Varilhes et les financeurs.
- Action en faveur des métiers d'art en s'appuyant :
 - Sur les dispositifs spécifiquement mis en place en Occitanie : Route des métiers d'art, PASS métiers d'art (aides au développement), soutien à l'export, accompagnement vers les salons.
 - Appui aux initiatives des professionnels dans le cadre des journées européennes des métiers d'art.
 - Sur le dispositif d'Etat : Entreprise du patrimoine vivant.
 - Accueil dédié au Fablab FLAME.
 - Formations spécifiques : design, tourisme...

Ces actions seront menées avec pour finalité une candidature à moyen terme au réseau « Villes et métiers d'art ».
- Appui territorial : la CMA met à disposition :
 - Géométiers, l'interface de co-gestion publique des acteurs des métiers de l'artisanat.
 - Le fichier des entreprises du territoire : fourniture annuelle par la Chambre de métiers et de l'artisanat de la liste des entreprises inscrites au répertoire des métiers présentes sur le territoire.

Considérant qu'un technicien sera désigné par chaque partenaire en appui des élus de L'agglo et de la CMA de l'Ariège pour assurer le suivi de cette convention, faire un bilan au moins une fois par an sur les actions réalisées et préparer l'évolution du partenariat signé ;

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** la convention de partenariat entre la Chambre de métiers et de l'artisanat de l'Ariège et L'agglo Foix-Varilhes.

Article 2 : **DE PRÉCISER** que le coût forfaitaire de cette offre aux intercommunalités de l'Ariège est déterminé par la taille de leur tissu économique, donnant lieu à un coût forfaitaire annuel établi à 5.000€ pour L'agglo Foix-Varilhes.

Article 3 : **DE PRÉCISER** que la présente convention est conclue pour une durée de 3 ans et commencera à courir à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 4 : **DE PRÉCISER** que les crédits seront inscrits au budget principal de l'exercice.

Article 5 : **D'AUTORISER** le président à signer, au nom et pour le compte de L'agglo, la convention de partenariat et tout document relatif à cette convention.

Adopté à l'unanimité -

17. Agriculture / Convention de partenariat entre la Chambre d'agriculture de l'Ariège et L'agglo Foix-Varilhes

Rapporteur : Danielle Carrière

Vu la convention de partenariat avec la Chambre d'agriculture de l'Ariège le 11 mars 2020 ;
Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 01 « Attractivité et développement économique », l'objectif 09 « Structurer l'action publique en matière d'agriculture » - action 25 « Réaliser une étude diagnostic-enjeux de l'agriculture du territoire et renforcer les partenariats », l'objectif 10 « Faciliter le maintien et le développement de l'activité agricole par une offre foncière cohérente et adaptée et une agriculture de qualité » - action 28 « Etudier les conditions de faisabilité d'une zone agricole : espace-test agricole » et l'objectif 11 « Soutenir

l'approvisionnement en produits locaux à travers la restauration collective publique, privée et des habitants » - action 30 « Soutenir les initiatives de valorisation des productions locales » ;

Considérant la volonté partagée de la Chambre d'agriculture de l'Ariège et de L'agglo Foix-Varilhes d'intégrer dans la convention de partenariat les objectifs et les actions du projet de territoire, qui n'étaient pas formalisés au moment de la signature de la convention le 12 février 2020, et qu'il apparaît souhaitable de mettre un terme à la convention en cours et de signer une nouvelle convention ;

Considérant que la Chambre d'agriculture et L'agglo Foix-Varilhes partagent la volonté de promouvoir un développement territorial durable, qui s'appuie sur des activités économiques viables et qui créent de la valeur ajoutée ancrée dans les territoires ;

Il est proposé de signer une convention de partenariat dont les domaines d'intervention prioritaires sont les suivants :

- Axe 1 : Structurer l'action publique en matière d'agriculture :
 - Réaliser une étude diagnostic-enjeux de l'agriculture du territoire et renforcer les partenariats.
 - Elaborer un projet structurant de type Projet alimentaire de territoire.
- Axe 2 : Faciliter le maintien et le développement de l'activité agricole par une offre foncière cohérente et adaptée et une agriculture de qualité :
 - Sensibiliser les communes à la préservation des terres agricoles.
 - Etudier les conditions de faisabilité d'une zone agricole : espace-test agricole.
- Axe 3 : Soutenir l'approvisionnement en produits locaux à travers la restauration collective publique, privée et des habitants :
 - Engager une réflexion sur les modalités d'approvisionnement de la restauration collective.
 - Soutenir les initiatives de valorisation des productions locales.

Considérant qu'un comité de concertation et de suivi sera mis en place et se réunira autant que nécessaire, et au minimum une fois par an ; ce comité assurera le suivi des engagements de la présente convention, identifiera et orientera les travaux à mettre en commun ;

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** la convention de partenariat entre la Chambre d'agriculture de l'Ariège et L'agglo Foix-Varilhes.

Article 2 : **DE PRÉCISER** que L'agglo Foix-Varilhes et la Chambre d'agriculture de l'Ariège mettent un terme d'un commun accord à la convention de partenariat signée le 12 février 2020 courant jusqu'au 31 décembre 2021.

Article 3 : **DE PRÉCISER** qu'une fiche action, annexée à la convention, décrit précisément les actions à mettre en place sur le territoire de L'agglo Foix-Varilhes pour 2022 :

- Action 1 : renforcer les partenariats.
- Action 2 : étudier les conditions de faisabilité d'une zone agricole : espace-test agricole.
- Action 3 : favoriser l'approvisionnement local pour la restauration collective.

Article 4 : **DE PRÉCISER** que le coût total prévisionnel pour l'ensemble des actions citées à l'article 4 s'élève à 11.500€.

Article 5 : **DE PRÉCISER** que sera octroyé dans ce cadre à la Chambre d'agriculture de l'Ariège un concours financier maximal de 8.050€.

Article 6 : **DE PRÉCISER** que la présente convention est conclue pour une durée de 3 ans.

Article 7 : **DE PRÉCISER** que les crédits seront inscrits au budget principal de l'exercice.

Article 8 : **D'AUTORISER** le président à signer, au nom et pour le compte de L'agglo Foix-Varilhes, l'avenant à la convention et tout document relatif à ce dossier.

Adopté à l'unanimité - 2 abstentions (Agnès Leclerc et Marcel Lopez)

18. Technique / Entretien des espaces verts des zones économiques de L'agglo Foix-Varilhes - attribution des marchés réservés d'entretien, années 2022 à 2025

Rapporteur : Patrick Eychenne

Considérant la nécessité de faire appel à une ou plusieurs entreprises spécialisées dans l'entretien des espaces verts situés à l'intérieur et aux abords des zones économiques de L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant la volonté de L'agglo de réserver ces marchés aux entreprises adaptées (EA) et à des établissements et services d'aide par le travail (ESAT) et aux structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) encadrant des populations défavorisées ;

Considérant la nécessité de prévoir l'attribution des prestations en deux lots :

- Le lot n°1 traitement des espaces enherbés et cheminements est réservé à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L.5213-13 du Code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail mentionné à l'article L.344-2 du Code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés (article L.2113-12 du Code de la commande publique).
- Le lot n°2 traitement des haies, arbres et arbustes est réservé à des structures d'insertion par l'activité économique mentionnées à l'article L.5132-4 du Code du travail et des structures équivalentes, lorsqu'elles emploient une proportion minimale fixée par voie réglementaire, de travailleurs défavorisés (article L.2113-13 du Code de la commande publique).

Considérant la mise en concurrence conforme à une procédure d'appel d'offres ouvert, avec publicité effectuée le 22 octobre 2021 sur le profil acheteur marches-publics.info, le 24 octobre 2021 sur le BOAMP, le 27 octobre 2021 sur le JOUE et le 29 octobre sur la Gazette ariégeoise, relative à l'accord-cadre fractionné à bons de commande avec maximum et minimum en application du Code de la commande publique dont les prestations seront exécutées par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins ;

Considérant la date limite de réception des offres fixée au 23 novembre 2021 à 12 h et la réception d'une offre par lot ;

Considérant la séance d'ouverture des plis, tenue le 23 novembre 2021, lors de laquelle les offres du lot n°1 du groupement solidaire ADAPEI 09 ESAT/EVEA et du lot n°2 de l'association CASTA ont été jugées recevables ;

Considérant que la commission d'appel d'offres, réunie le 26 novembre 2021, au vu du rapport d'analyse des offres, a émis un avis favorable à l'attribution :

- Du lot n°1 au groupement solidaire ADAPEI 09 ESAT/EVEA pour un montant minimum de 22.000€ HT par an et un montant maximum de 30.000€ HT par an.
- Du lot n°2 à l'association CASTA pour un montant minimum de 13.000€ HT par an et un montant maximum de 25.000€ HT par an.

André Pechin demande si des espaces peuvent être réservés à l'éco-pâturage.

Le président indique qu'un éco-pâturage est prévu aux Forges.

Il est proposé :

Article 1 : **D'ATTRIBUER** le marché de prestations d'entretien des espaces verts des zones économiques de L'agglo Foix-Varilhes :

- Au groupement solidaire ADAPEI 09 ESAT/EVEA pour le lot n°1 pour un montant minimum de 22.000€ HT par an et un montant maximum de 30.000€ HT par an.
- A l'association CASTA pour le lot n°2 pour un montant minimum de 13.000€ HT par an et un montant maximum de 25.000€ HT par an.

Article 2 : **D'AUTORISER** le président à signer le marché ainsi que toutes pièces utiles et nécessaires.

Article 3 : **DE PRÉCISER** que le marché est attribué pour 1 an à compter du 1^{er} janvier 2022, reconductible 3 fois par période successive de 1 an.

Article 4 : **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Adopté à l'unanimité - 2 abstentions (Marcel Lopez et Agnès Leclerc)

19. Energie / Autorisation de signature du marché de fourniture d'électricité pour les bâtiments et équipements de segments C2/C3/C4 (BT>36KVA et HTA)

Rapporteur : Patrick Eychenne

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 04 « Transition énergétique et environnementale », l'objectif 32 « Développer les productions d'énergies renouvelables et locales », et l'action 77 « Poursuivre l'objectif 100% énergies renouvelables » ;

Considérant que le marché de fourniture d'électricité pour les bâtiments et équipements de plus de 36 KVA arrive à son terme le 31 décembre 2021 et la nécessité de lancer un nouveau marché à compter de janvier 2022 ;

Considérant le lancement le 15 septembre 2021 d'une consultation en vue de l'attribution du marché de fourniture d'électricité pour les bâtiments et équipements de segments C2/C3/C4 (BT>36KVA et HTA) ;

Considérant la mise en concurrence conforme à une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert soumise aux dispositions des articles R.2124-1, R.2124-2 1^o et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique avec publicité effectuée sur le profil acheteur le 15 septembre 2021, sur le BOAMP le 17 septembre 2021, sur le JOUE le 20 septembre 2021 et sur la Gazette ariègeoise le 22 septembre 2021, relative au marché public de fourniture d'électricité pour les bâtiments et équipements de segments C2/C3/C4 (BT>36KVA et HTA) ;

Considérant la date limite de réception des offres fixée le 22 novembre 2021 à 17 heures ;

Considérant que la commission d'appel d'offres, lors de sa réunion en date du 26 novembre 2021, a constaté l'infructuosité du marché pour non remise d'offre sur chacun des lots ;

Considérant la nécessité de relancer une consultation en vue de l'attribution du marché de fourniture d'électricité pour les bâtiments et équipements de segments C2/C3/C4 (BT>36KVA et HTA) pour une durée de 1 an du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022 avec 100% d'énergies renouvelables ;

Considérant l'allotissement suivant :

- Lot 1 : PDL situés sur le réseau de distribution dont la régie de Varilhes est le gestionnaire.
- Lot 2 : PDL situés sur le réseau de distribution dont Enedis est le gestionnaire.

Considérant la mise en concurrence conforme à une procédure adaptée soumise aux dispositions des articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 du Code de la commande publique, avec publicité effectuée sur le profil acheteur le 29 novembre 2021, sur le BOAMP le 29 novembre 2021, et sur la Dépêche du Midi, édition Ariège, le 2 décembre 2021 ;

Considérant la date limite de réception des offres fixée au 14 décembre 2021 à 10 heures et la réception d'une offre pour le lot 1 de la société ALTERNA et de deux offres pour le lot 2 des sociétés EDF et Total Direct Energie, jugées recevables ;

Considérant l'analyse des offres, il est proposé d'attribuer le marché de fourniture d'électricité pour les bâtiments et équipements C2/C3/C4 (BT >36KVA et HTA) aux sociétés :

- Lot 1 : Alterna pour un montant de 31.514,61 € TTC
- Lot 2 : EDF pour un montant de 247.900, 96 € TTC

Le président indique une augmentation constatée des tarifs d'électricité.

L'augmentation du prix des énergies, la volonté de moins dépenser, la disparition annoncée des tarifs régulés ou encore l'émergence de nouveaux fournisseurs incitent les collectivités à optimiser leurs contrats d'énergie tout en maîtrisant leurs consommations.

Or, les collectivités sont directement touchées par ces augmentations, notamment celles affectées par une obligation de renouvellement des contrats arrivés à échéance. L'agglo a subi de plein fouet les tendances exposées.

La première consultation s'est révélée infructueuse ; la durée du marché et le nombre de lots ont été réduits à l'occasion de la deuxième consultation. La durée de maintien des offres tarifaires a été écourtée à 7 heures.

Malgré ces démarches, peu de candidats ont répondu, une seule offre pour le lot n°1 et deux offres pour le lot n°2, laissant ainsi peu de choix à L'agglo.

D'autre part, les offres reçues marquent une augmentation significative des tarifs applicables : une hausse de 83 % est constatée sur le lot n°1, 15 % pour le lot n°2.

Il est proposé :

- Article 1 :** **D'ATTRIBUER** le marché public à procédure adaptée relatif à la fourniture d'électricité pour les bâtiments et équipements C2/C3/C4 (BT>36KVA et HTA) à :
- la société ALTERNA pour le lot n°1 pour un montant de 31.514,61 € TTC.
 - la société EDF pour le lot n° 2 pour un montant de 247.900,96 € TTC.
- Article 2 :** **D'AUTORISER** le président à signer le marché et tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.
- Article 3 :** **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits au budget principal de l'exercice.

Adopté à l'unanimité -

20. Travaux / Construction du pôle jeunesse collaboratif de L'agglo – avenants au marché public de travaux

Rapporteur : Patrick Eychenne

Vu la délibération du conseil communautaire n°2019/106 du 25 septembre 2019 approuvant l'avant-projet définitif et arrêtant le coût prévisionnel définitif des travaux à 1.564.000€ HT ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2000/013 du 4 mars 2020 relative à l'attribution des marchés de travaux pour un montant total de 1.585.127,14€ HT ;

Vu la décision n°2020/041 du 27 avril 2020 relative à l'attribution du lot n°6 – Serrurerie et métallerie, déclaré infructueux lors de la consultation initiale et relancé en procédure négociée, à l'entreprise SARL Rodrigues pour un montant de 42.510,50€ HT ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2020/119 du 4 novembre 2020 relative à l'approbation de l'avenant n°1 pour le lot n°1 d'un montant total de 5.114,70€ HT ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/055 du 14 avril 2021 relative à l'approbation d'avenants d'un montant total de 5.574,39€ HT ;

Considérant les travaux supplémentaires nécessaires pour mener à bien la fin de cette opération ;

Considérant que ces modifications entraînent une plus-value de 10.639,35€ HT, soit une augmentation du marché de base de 0,65% ;

Le président indique que ce chantier a été très bien géré compte tenu des augmentations constatées par ailleurs.

Il est proposé :

- Article 1 :** **D'APPROUVER** les propositions d'avenants au marché de construction du pôle jeunesse collaboratif pour un montant total de 10.639,35€ HT ;
- Article 2 :** **DE DIRE** que le nouveau montant du marché de construction du pôle jeunesse collaboratif se décompose comme il suit :

Lots		Attributaire	Marché initial HT	Avenant HT (délib 04/11/20)	Avenants HT (délib 14/04/21)	Avenants HT	Marché total HT
1	VRD - gros œuvre	CROA TP	403 314,63 €	5 114,70 €	0,00 €	4 200,00 €	412 629,33 €
2	Charpente bois	ANTRAS OSSATURE BOIS	206 416,21 €	0,00 €	3 811,50 €	0,00 €	210 227,71 €
3	Terre	RAH INVENTAIRE SCOP	19 298,54 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	19 298,54 €
4	Couverture – bardage	SARL FALGUE	142 404,29 €	0,00 €	1 330,00 €	1 456,00 €	145 190,29 €
5	Menuiseries extérieures	SARL HIJOSA & FILS	129 848,04 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	129 848,04 €
6	Serrurerie	SARL RODRIGUES	42 510,50 €	0,00 €	0,00 €	1 570,00 €	44 080,50 €
7	Plâtrerie – isolation – signalétique	SARL LAGRANGE	123 843,93 €	0,00 €	2 145,00 €	1 949,92 €	127 938,85 €
8	Menuiseries intérieures	SARL SOUEIX-LEROUX	62 709,29 €	0,00 €	459,00 €	335,10 €	63 503,39 €
9	Sols souples – peinture	MJ DECORS 09	43 265,27 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	43 265,27 €
10	Carrelage – faïence	SARL TECHNI CERAM	8 800,00 €	0,00 €	300,00 €	0,00 €	9 100,00 €
11	Electricité CFCF – panneaux photovoltaïques	Société B.M	233 058,35 €	0,00 €	- 2 471,11 €	1 128,33 €	231 715,57 €
12	Chauffage – ventilation – plomberie – sanitaires	Société B.M.	183 878,59 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	183 878,59 €
13	Ascenseur	Société ORONA Sud-Ouest	22 790,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	22 790,00 €
14	Banque accueil	Sarl MORERE Philippe	5 500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 500,00 €
TOTAL HT			1 627 637,64 €	5 114,70 €	5 574,39 €	10 639,35 €	1 648 966,08 €

Article 3 : D'AUTORISER le président à signer les avenants au marché public de travaux pour la construction d'un pôle jeunesse collaboratif ainsi que tous documents afférents.

Article 4 : DE PRÉCISER que les crédits nécessaires à cette opération ont fait l'objet d'une autorisation de programme d'un montant de 2.178.428,76€ TTC.

Adopté à l'unanimité -

21. Travaux – Personnes âgées / Construction d'une résidence autonomie à Foix - concours restreint de maîtrise d'œuvre : choix du lauréat

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu la délibération du conseil communautaire du 14 avril 2021 validant le préprogramme, le coût global de l'opération, le lancement de la procédure d'attribution du marché de maîtrise d'œuvre en concours restreint, la composition du jury et la prime fixée à 17.000€ HT pour chaque candidat admis à concourir pour l'esquisse ;

Vu le préprogramme présenté par le bureau d'études Vitam avec un coût d'opération global à 5.141.000€ HT ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 7 juillet 2021 validant le choix des trois candidats admis à concourir ;

Considérant que la date de clôture de dépôt des esquisses était fixée au 30 septembre 2021 à 12h, et que le jury s'est réuni en séance le mercredi 10 novembre 2021 ;

Considérant le procès-verbal du jury et les avis qu'il a formulés et le classement des trois offres présentées :

- Classée 1^{ère} à l'unanimité du jury : équipe
 - Architecte : OeCO Architectes (architecte mandataire)
 - Ingénierie structure/VRD : SAS TPF INGENIERIE
 - Fluides (génie électrique, CVC) : TPF INGENIERIE
 - Economie de la construction : ALAYRAC
 - Acoustique : EMACOUSTIC
 - Paysagiste : WOODSTOCK PAYSAGE
- Classée 2^{ème} exæquo : équipe
 - Architecte : RINALDI & LEVADE Architectes (architecte mandataire)
 - Architecte associé : AATC (architecte cotraitant)
 - Ingénierie structure /VRD : EBM INGENIERIE
 - Fluides (génie électrique, CVC) : SOCONER
 - Economie de la construction : POLYMETRIE
 - Acoustique : DELHOM ACOUSTIQUE
 - Paysagiste : Delphine BEAUDOIN
- Classée 2^{ème} exæquo : équipe
 - Architecte : SCP BENALET-PINZIO (architecte mandataire)
 - Ingénierie structure : SAS EBM
 - VRD/Paysagiste : SAS SEBA SUD-OUEST
 - Fluides (génie électrique et CVC) : TECHNISPHERE
 - Economie de la construction : SCP BENALET-PINZIO
 - Acoustique : ACOUSTIQUE AUDIT ESPACE 9

Considérant la négociation engagée avec l'équipe OeCO pour la fixation des honoraires ;

Le président rappelle le contexte. Une des priorités de L'agglo est l'amélioration des conditions d'accueil des personnes âgées, en perte d'autonomie. Dans le cadre d'un schéma départemental, une extension de la résidence autonomie de L'agglo à Varilhes a été réalisée en 2017 au nord du territoire. Les besoins ont toutefois démontré la nécessité d'en réaliser une seconde au sud.

L'agglo a souhaité implanter cette résidence stratégiquement dans le centre historique de la ville de Foix, dans un contexte urbain composé de commerces et de services de proximité. Le projet est une réhabilitation-extension d'une maison de maître existante. Un des 2 bâtiments présents sur l'emprise foncière est à déconstruire. L'agglo Foix-Varilhes a saisi cette opportunité de création de résidence autonomie pour favoriser le lien intergénérationnel : l'aménagement d'un grand logement pour jeunes (étudiants, apprentis...) est prévu dans le projet.

Annie Bouby rappelle que le projet de Foix est une extension de la résidence autonomie de Varilhes. Les personnels et les associations ont été associés au projet. Elle rappelle les objectifs de ce projet :

- Créer des logements pour personnes âgées et offrir des services variés dans un contexte urbain dynamique.
- Devenir la porte d'entrée du service aux personnes âgées sur L'agglo grâce à l'intégration du CLIC.
- S'inscrire dans le schéma départemental territorial et le projet « Action Coeur de Ville ».
- Intégrer une notion intergénérationnelle.

Le président rappelle l'unanimité des membres du jury du projet retenu.

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** le classement du jury et retient l'équipe OeCO Architectes, 31 rue Bertrand de Born – 31000 Toulouse.

Mandataire de l'équipe OeCO Architectes
TPF Ingénierie/ALAYRAC/EMACOUSTIC/WOODSTOCK Paysage

Article 2 : **DE VALIDER** les honoraires négociés avec l'équipe de maîtrise d'œuvre à 387.800€ HT, soit un taux de rémunération de 11,05 %.

Article 3 : **D'AUTORISER** le président à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la deuxième phase de cette procédure.

Adopté à l'unanimité -

Marine Bordes, Jean-Pierre Mirouze et Patrick Eychenne (porteur du pouvoir de Martine Esteban) quittent l'assemblée.

22. Culture / Contrat territoire lecture entre la DRAC Occitanie et L'agglo Foix-Varilhes – approbation du programme d'actions 2022

Rapporteur : Colette Lagarde-Authié

Considérant que la DRAC Occitanie soutient le développement de la lecture publique et que le Contrat territoire lecture constitue un outil pour initier les partenariats entre les collectivités autour de projets de développement culturel en matière de lecture publique ;

Considérant que le Contrat territoire lecture prévoit un financement paritaire de la DRAC et L'agglo pour la réalisation d'un programme d'actions annuel, élaboré en concertation et en cohérence avec les objectifs du contrat à savoir :

- Renforcer l'action culturelle du réseau de lecture (animations et partenariats) sur l'ensemble du territoire et à destination de tous les publics.
- Soutenir les efforts en matière de numérique (ressources proposées et formation des publics grâce à des ateliers dans les médiathèques).
- Poursuivre la modernisation du réseau, notamment à l'occasion de la prochaine rénovation de la médiathèque de L'agglo à Foix, tête du réseau mais aussi en termes d'offre documentaire.

Considérant que chaque institution signataire décide, selon les modalités qui lui sont propres, de la dotation annuelle allouée aux projets, que L'agglo s'engage à financer à hauteur d'au moins 50 % les actions retenues chaque année dans le cadre du présent contrat et que la DRAC s'engage à financer ces actions, à hauteur au plus de 50 %, sous la forme d'une subvention annuelle versée à L'agglo ;

Considérant que le Contrat territoire lecture est signé pour trois années (2021, 2022 et 2023), il est proposé pour l'année 2022 un programme prévisionnel d'actions, ci-après annexé, pour un montant prévisionnel global de 28.800€ ;

Il est proposé :

Article 1 : **DE VALIDER** le programme d'actions 2022 et son budget prévisionnel tel que présenté en annexe.

Article 2 : **DE SOLLICITER** la participation de la DRAC à hauteur de 50 % du coût du projet, soit 14.400€ pour l'année 2022.

Article 3 : **D'AUTORISER** le président à signer les documents nécessaires à la demande de subvention annuelle et à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 : **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits au budget principal de l'exercice.

Adopté à l'unanimité –

Nathalie Rodrigues et Jean-Paul Ferré quittent l'assemblée 20h10.

23. Mobilités / Adoption du plan vélo porté par le syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale de la Vallée de l'Ariège

Rapporteur : Francis Authié

Considérant que le syndicat du SCoT de la vallée de l'Ariège a lancé en mars 2020 l'étude pour la réalisation d'un plan vélo à l'échelle du territoire de ses trois intercommunalités membres, dont L'agglomération Foix-Varilhes, et répondant à des enjeux identifiés dans le plan global de déplacements, lequel mis en lumière qu'un nombre important des déplacements quotidiens des habitants se font sur de courtes distances : 45% des déplacements internes au périmètre du SCoT font moins de 5 kilomètres. Le plan vélo répond donc à deux actions du plan global de déplacements :

- Action n°5.1 : mettre en œuvre des schémas directeurs des itinéraires cyclables.
- Action n°5.2 : promouvoir l'usage du vélo en développant des services vélo.

Considérant l'objectif du projet de territoire de L'agglomération de développer l'usage du vélo et de diminuer l'usage de la voiture individuelle pour les déplacements du quotidien là où cela est pertinent, objectif nécessitant la définition d'un réseau cyclable sécurisé mais aussi le développement de services vélos tels que la mise en place de stationnements sécurisés et d'une offre de location et de maintenance ;

Considérant que le plan vélo a obtenu l'appui financier de l'État, du Département de l'Ariège et de l'Ademe dans le cadre du programme « Avélo », qu'il a été coconstruit avec l'ensemble des partenaires en trois grandes phases :

- Un diagnostic lors de l'année 2020.
- Une phase de construction de la stratégie au premier semestre 2021.
- Un plan d'actions au deuxième semestre 2021.

Considérant qu'afin de définir la programmation opérationnelle des itinéraires à aménager, une dernière série d'ateliers a été réalisée avec les communes concernées pour prioriser ces itinéraires et définir des plans pluriannuels d'investissements (PPI) ;

Considérant que cette stratégie a été affinée avec les services du Conseil départemental de l'Ariège, en qualité de premier gestionnaire de voirie ;

Considérant que le plan vélo, annexé à la présente, constitue la feuille de route du développement de la politique vélo à l'échelle de L'agglomération Foix-Varilhes ;

Le président indique qu'avec ce plan vélo, de nouvelles alternatives à la voiture individuelle sont émises. Toutefois, en zone rurale, la voiture reste le moyen de locomotion le plus utilisé.

Marcel Lopez ne partage pas cette position en indiquant une modification économique via la décentralisation d'entreprises. Il évoque les problématiques d'emprise routière pour permettre les voies cyclables.

Le président ne prévoit pas de chaussidoux comme dans l'Aude. Il souligne l'implication départementale dans le plan vélo et ainsi la volonté collective (département, communes...). Sur certains endroits, des études restent à réaliser. Certaines communes soutiennent la réalisation d'itinéraires cyclables.

André Pechin salue le travail réalisé en notant que le vélo n'est pas réservé aux sportifs ni aux loisirs. Il inclut le vélo dans les mobilités quotidiennes. Il regrette l'association tardive du département en la matière. Il note sa vision touristique du vélo. Le partage de l'espace est un enjeu. L'aménagement est coûteux.

Le président indique que la fourchette haute des travaux à réaliser sera intégrée aux documents à transmettre.

Il est proposé :

Article 1 : **APPROUVE** le plan vélo porté par le syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale (SCoT) de la vallée de l'Ariège pour le compte de ses intercommunalités membres, dont L'agglomération Foix-Varilhes, tel qu'annexé à la présente.

Article 2 : **APPROUVE** le plan prévisionnel d'investissement du plan vélo, tel qu'annexé à la présente.

Article 3 : **AUTORISE** le président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité -

24. Politique de la ville / Rapport annuel 2020 du contrat de ville centre-ancien de Foix

Rapporteur : Jean-Paul Alba

Considérant que dans sa rédaction issue de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, le troisième alinéa de l'article L.1111-2 et l'article L.1811.2 du CGCT prévoit qu'un débat sur la politique de la ville est organisé chaque année au sein de l'assemblée délibérante du contrat de ville, à partir d'un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville, des actions qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer la situation ;

Considérant la présentation du rapport annuel 2020 aux membres du conseil communautaire, qui contient notamment une analyse par thématique (sécurité et prévention de la délinquance, cadre de vie et renouvellement urbain, habitat et peuplement, santé, enfance et jeunesse, cohésion sociale, aménagements et équipements structurants, développement économique et touristique, emploi) et du débat qui s'en est suivi ;

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** le rapport annuel 2020 de la politique de la ville et le bilan d'activité 2020 du conseil citoyen.

Article 2 : **D'AUTORISER** le président à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à l'application de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité - 3 abstentions (Marcel Lopez, Jérôme Azéma et Agnès Leclerc)

25. Petite enfance - Enfance - Jeunesse / Convention formalisant la validation du projet éducatif territorial et la charte qualité des actions éducatives entre la Direction départementale de la cohésion sociale, la Direction des services départementaux de l'éducation nationale, le Conseil départemental, la Caisse d'allocations familiales de l'Ariège, la Mutualité sociale agricole et L'agglo Foix-Varilhes

Rapporteur : Monsieur le Président

Considérant le projet éducatif de territoire de L'agglo Foix-Varilhes, réactualisé en 2021, et expliquant les axes de travail de L'agglo à destination des enfants et jeunes de 0 à 25 ans, en partenariat avec les partenaires locaux ;

Considérant que la convention pour la cohérence et la qualité des actions éducatives et la charte pour la qualité des actions éducatives concertées, signées le 1^{er} septembre 2018 par L'agglo Foix-Varilhes, la Direction départementale de la cohésion sociale, la Direction des services départementaux de l'éducation nationale, le Conseil départemental, la Caisse d'allocations familiales de l'Ariège, la Mutualité sociale agricole, sont arrivées à terme le 31 août 2021 ;

Il est proposé de signer pour une nouvelle période avec les partenaires susnommés une convention pour la cohérence et la qualité des actions éducatives ainsi que la charte pour la qualité des actions éducatives concertées.

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** la convention du projet éducatif territorial et la charte qualité des actions éducatives.

Article 2 : **DE PRÉCISER** que cette convention et cette charte sont établies pour la période du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2026 inclus.

Article 3 : **D'AUTORISER** le président à signer lesdits documents ainsi que toutes pièces utiles et nécessaires à l'application de la présente convention.

Adopté à l'unanimité -

26. Assurances / Attribution du marché d'assurances pour les besoins de L'agglo Foix-Varilhes et de certaines communes dans le cadre d'un groupement de commandes dont L'agglo est coordonnatrice

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu le pacte de mutualisation adopté le 7 juillet 2021 ;

Considérant le groupement de commandes en matière d'assurances pour les contrats suivants :

- Flotte automobile.
- Protection juridique
- Protection fonctionnelle.

Considérant les membres du groupement de commandes :

- L'agglo Foix-Varilhes.
- La commune de Cazaux.
- La commune de Dalou.
- La commune de Montgailhard.
- La commune de Prayols.

Considérant ses autres besoins en matière d'assurances, L'agglo, accompagnée par un assistant à maîtrise d'ouvrage, renouvelle ses autres contrats :

- Dommages aux biens.
- Tous risques expositions.
- Responsabilité civile.

Considérant la nécessité de prévoir l'attribution des prestations en six lots, à savoir :

1. Dommages aux biens mobiliers et immobiliers.
2. Responsabilité civile et risques annexes.
3. Flotte véhicules et risques annexes.
4. Tous risques expositions.
5. Protection juridique.
6. Protection fonctionnelle.

Considérant la mise en concurrence conforme à une procédure adaptée en application du Code de la commande publique, avec publicité effectuée le 5 novembre 2021 sur le profil acheteur marches-publics.info, La Dépêche et le BOAMP ;

Considérant la date limite de réception des offres fixée au 8 décembre 2021 à 12 h et la réception d'une offre par lot ;

Considérant que les offres des lots 1, 2, 3, 4, 5 et 6 ont été jugées recevables ;

Considérant que la commission des marchés publics à procédure adaptée lors de sa réunion en date du 15 décembre 2021, au vu du rapport d'analyse des offres, a émis un avis favorable à l'attribution :

- Lot 1 - Dommages aux biens : VHV / PILLIOT pour un montant par an 39.384,43 € HT.
- Lot 2 - Responsabilité civile : SMACL pour un montant par an 8538.85 € HT ; l'option responsabilité civile décennale est retenue pour un montant de 1.090 € HT par an ;
- Lot 3 - Flotte automobile : GROUPAMA pour un montant par an
 - Pour L'agglo 7.031 € HT
 - Pour la commune de Prayols 826,87 € HT
 - Pour la commune Cazaux 120,00 € HT
 - Pour la commune de Dalou 574,96 € HT
- Lot 4 - Tous risques expositions : SARRE ET MOSELLE / HISCOX pour un montant par an 688,36 € HT.
- Lot 5 - Protection juridique CFDP / CABINET BRISSET : pour un montant par an

- Pour L'agglomération 2.796,44 € HT
- Pour la commune de Cazaux : 82,78 € HT
- Lot 6 - Protection fonctionnelle : SMACL pour un montant par an
 - Pour L'agglomération 526,50 € HT
 - Pour la commune de Montgailhard : 70,00 € HT
 - Pour la commune Prayols : 35,00 € HT
 - Pour la commune de Cazaux : 20,00 € HT
 - Pour la commune de Dalou : 62,50 € HT

Le président souhaite préciser l'augmentation importante des tarifs d'assurances suite aux mises en concurrence effectuées, à périmètre constant : assurance dommages aux biens + 98,42 %, responsabilité civile + 41,60 %, protection juridique + 299,49 %.

Très peu d'offres ont été constatées sur l'ensemble de ces lots ne laissant ainsi que peu ou pas de choix à L'agglomération.

Concernant les risques statutaires, à périmètre constant, les propositions sont en nette hausse par rapport au contrat en cours (0,83 % contre 1,56 % de la masse salariale).

Cette situation pourrait présenter des risques. Le premier et le plus important de ces risques est le suivant : certaines collectivités pourraient renoncer à souscrire une police d'assurance. Le moindre événement imprévu pourrait causer des difficultés financières évidemment insurmontables.

Il est proposé :

ATTRIBUE le marché d'assurances pour la période 2022-2025 pour les besoins de L'agglomération Foix-Varilhes et des communes membres du groupement dans le cadre d'un groupement de commandes dont L'agglomération est coordonnatrice 2022-2025 :

- Lot 1 - Dommages aux biens : VHV / PILLIOT pour un montant par an 39.384,43 € HT.
- Lot 2 - Responsabilité civile : SMACL pour un montant par an 8538,85 € HT ; l'option responsabilité civile décennale est retenue pour un montant de 1.090 € HT par an ;
- Lot 3 - Flotte automobile : GROUPAMA pour un montant par an
 - Pour L'agglomération 7.031 € HT
 - Pour la commune de Prayols 826,87 € HT
 - Pour la commune Cazaux 120,00 € HT
 - Pour la commune de Dalou 574,96 € HT
- Lot 4 - Tous risques expositions : SARRE ET MOSELLE / HISCOX pour un montant par an 688,36 € HT.
- Lot 5 - Protection juridique CFDP / CABINET BRISSET : pour un montant par an
 - Pour L'agglomération 2.796,44 € HT
 - Pour la commune de Cazaux : 82,78 € HT
- Lot 6 - Protection fonctionnelle : SMACL pour un montant par an
 - Pour L'agglomération 526,50 € HT
 - Pour la commune de Montgailhard : 70,00 € HT
 - Pour la commune Prayols : 35,00 € HT
 - Pour la commune de Cazaux : 20,00 € HT
 - Pour la commune de Dalou : 62,50 € HT

Article 2 : **D'AUTORISER** le président à signer le marché ainsi que toutes pièces utiles et nécessaires.

Article 3 : **DE PRÉCISER** que le marché est attribué à compter du 1^{er} janvier 2022, avec reconduction automatique à l'échéance chaque année jusqu'au 31 décembre 2025.

Article 4 : **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Adopté à l'unanimité - Bénédicte Fournié ne prend pas part au vote

27. Assurances / Attribution d'un marché d'assurances risques statutaires pour les besoins de L'agglo Foix-Varilhes

Rapporteur : Monsieur le Président

Considérant les besoins en matière d'assurances de L'agglo Foix-Varilhes en matière de risques statutaires ;

Considérant la mise en concurrence conforme à une procédure adaptée en application du Code de la commande publique, avec publicité effectuée le 4 novembre 2021 sur le profil acheteur marches-publics.info, La Dépêche et le BOAMP ;

Considérant la date limite de réception des offres fixée au 3 décembre 2021 à 12 h ;

Considérant que les offres ont été jugées recevables ;

Considérant que la commission des marchés publics à procédure adaptée, lors de sa réunion en date du 15 novembre 2021, au vu du rapport d'analyse des offres, a émis un avis favorable à l'attribution du marché d'assurances risques statutaires pour les besoins de L'agglo Foix-Varilhes pour la période 2022-2025 ;

Il est proposé :

Article 1 : **D'ATTRIBUER** le marché d'assurances « risques statutaires » pour les besoins de L'agglo Foix-Varilhes pour la période 2022-2025 à GROUPAMA / CIGAC pour un montant annuel de 39.855,25 € HT (PSE Accidents du travail, maladies professionnelles sans franchise) et 12.265,92 € HT pour le décès et l'accident du travail et maladie professionnelle (frais de soins).

Article 2 : **D'AUTORISER** le président à signer le marché ainsi que toutes pièces utiles et nécessaires.

Article 3 : **DE PRÉCISER** que le marché est attribué à compter du 1^{er} janvier 2022, avec reconduction automatique à l'échéance chaque année jusqu'au 31 décembre 2025.

Article 4 : **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits au budget principal de l'exercice.

Adopté à l'unanimité - Bénédicte Fournié ne prend pas part au vote

28. Ressources humaines / Règlement intérieur spécifique aux modalités d'organisation du temps de travail

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'ARTT (aménagement et réduction de temps de travail) pour la fonction publique d'Etat, fixant notamment le temps de travail effectif à 1.607 heures annuelles pour un agent à temps complet ;

Vu l'avis favorable du comité technique en date du 6 décembre 2021 ;

Considérant que les règles relatives à la définition, à la durée et à l'aménagement du temps de travail des agents des collectivités territoriales et de leurs établissements publics sont fixées par la collectivité ou l'établissement, dans les limites applicables aux agents de l'Etat, en tenant compte de la spécificité des missions exercées par ces collectivités ou établissements. L'organe délibérant fixe également les modalités d'exercice du temps partiel.

Considérant que le travail accompli au sein des instances paritaires avec les représentants du personnel permettra d'appliquer la durée légale du temps de travail de 1.607 heures à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Le président propose à l'assemblée d'acter les mesures d'organisation du temps de travail au sein de L'agglo Foix-Varilhes, présentées dans un règlement intérieur spécifique, joint à la présente délibération.

Il est précisé que ce règlement intérieur porte notamment création de régimes d'ARTT à compter du 1^{er} janvier 2022, dans les conditions suivantes :

Durée hebdomadaire	35h30	36h	37h
Nb jours ARTT pour agent à TC	3 jours d'ARTT	6 jours d'ARTT	12 jours d'ARTT
Services ou métiers concernés	Agents d'entretien multisites Technicien entretien et logistique Techniciens maintenance bâtiments Maîtres-nageurs Agents d'accueil et entretien du centre aquatique Agents de médiathèque	Agents de crèches Agents de restauration et d'entretien en multi-accueils	Direction générale Direction de pôles Responsables de services Chargés de missions Postes administratifs Conseillers France services Coordinateurs Ludothécaires Agents sociaux de résidence autonomie

Il est proposé :

- Article 1 :** **D'APPROUVER** le règlement intérieur encadrant l'organisation du temps de travail au sein de L'agglo Foix-Varilhes, tel qu'annexé à la présente délibération.
- Article 2 :** **D'INSTAURER** les indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions décrites par ce dit règlement spécifique.
- Article 3 :** **D'INSTAURER** les indemnités horaires pour travaux du dimanche et des jours fériés dans les conditions décrites par ce dit règlement spécifique.
- Article 4 :** **D'AUTORISER** le président à mandater les dépenses nécessaires à l'application de ce règlement spécifique.
- Article 5 :** **D'AUTORISER** le président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à la majorité - 1 contre (Marcel Lopez)

Michel Mabillot et Denis Bélard quittent l'assemblée à 20h45.

29. Ressources humaines / Création d'emplois en vue des avancements de grades des agents titulaires concernés, pour l'année 2022

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu les propositions d'avancements de grades 2022 ;

Il est proposé à l'assemblée de créer les postes suivants :

Catégorie	Date de création	Grade	Poste	Temps hebdo
A	01/01/2022	Educateur de jeunes enfants classe exceptionnelle	Educateur de jeunes enfants	Temps complet
B	01/01/2022	Assistant de conservation principal 1 ^{ère} classe	Responsable de médiathèque	Temps complet
	21/07/2022	Rédacteur principal 1 ^{ère} classe	Directeur de pôle	Temps complet
C	01/01/2022	Auxiliaire de puériculture principal 1 ^{ère} classe	Auxiliaire de puériculture en multi-accueil	Temps complet
	01/07/2022	Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	Agent d'entretien multisites	Temps complet
	01/07/2022	Agent social principal 1 ^{ère} classe	Assistant d'accueil petite enfance en multi-accueil	Temps complet
	01/10/2022	Adjoint du patrimoine principal 1 ^{ère} classe	Ludothécaire	Temps complet
	01/10/2022	Adjoint d'animation principal 1 ^{ère} classe	Assistant d'accueil petite enfance en multi-accueil	Temps complet

Les emplois actuellement occupés par les agents concernés par ces avancements de grades seront supprimés ultérieurement.

Didier Dupuy souhaite connaître la politique d'avancement de carrières et les lignes directrices de gestion.

Céline Grot, directrice du pôle ressources humaines, en l'absence de Francis Laguerre, précise que trois critères sont établis :

- Présentéisme.
- L'ancienneté de l'agent.
- La manière de servir.

Une logique d'avancement à 100 % est appliquée.

La gestion des ressources humaines a été anticipée pour permettre les avancements. Certains axes doivent être approfondis.

Il est proposé :

Article 1 : **DE CRÉER** les postes aux grades cités, chacun pour un temps complet, tels que définis ci-dessus.

Article 2 : **D'AUTORISER** la modification du tableau des effectifs en ce sens.

Article 3 : **D'AUTORISER** le président à tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité -

30. Ressources humaines / Création d'un poste de chargé de mission inventaire et valorisation du patrimoine du territoire de L'agglo Foix-Varilhes, dans le cadre d'un contrat de projet

Rapporteur : Monsieur le Président

Considérant qu'il est nécessaire de créer un emploi non permanent afin de pouvoir recruter un agent contractuel pour mener à bien le projet de recensement du patrimoine mobilier et immobilier des différentes communes selon les modalités définies par les services de l'inventaire général du patrimoine culturel (région Occitanie), et assurer l'accompagnement des territoires et des acteurs dans la réalisation de projets de mise en valeur, dans le cadre d'un contrat de projet ;

Il est proposé à l'assemblée de créer le poste de chargé de mission inventaire et valorisation du patrimoine, emploi non permanent dans le grade d'attaché territorial relevant de la catégorie hiérarchique (A), à temps complet, sous contrat de projet. Cet emploi non permanent sera occupé par un agent contractuel recruté pour une durée déterminée de trois ans. Ce contrat pourra être renouvelé dans la limite maximale d'une durée totale de six ans.

La rémunération de cet agent sera basée sur la grille de rémunération d'agent fonctionnaire de même grade, avec calcul de reprise d'ancienneté similaire à un agent fonctionnaire et attribution de régime indemnitaire.

Il est proposé :

Article 1 : **DE CRÉER** un poste de chargé de mission inventaire et valorisation du patrimoine, à temps complet, sur le grade d'attaché territorial, tel que défini ci-dessus.

Article 2 : **D'AUTORISER** la modification du tableau des effectifs en ce sens.

Article 3 : **D'AUTORISER** le président à tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité -

31. Ressources humaines / Création d'un poste de chargé de conseil en énergie partagée du territoire de L'agglo Foix-Varilhes, dans le cadre d'un contrat de projet

Rapporteur : Monsieur le Président

Considérant qu'il est nécessaire de créer un emploi non permanent afin de pouvoir recruter un agent contractuel pour mener à bien le projet de création d'un service de conseil en énergie partagée (CEP) afin de permettre à l'agglo et aux communes du territoire volontaires de disposer d'un conseil personnalisé pour les aider à faire des choix pertinents en matière d'énergie sur leur patrimoine (bâtiments, éclairage des voiries, véhicules de service), et de les accompagner dans toutes les démarches touchant à la gestion des consommations d'énergies de celui-ci ;

Il est précisé que le coût de ce poste, déduction faite de l'aide apportée par l'Ademe, sera partagé entre L'agglo et les communes volontaires.

Il est proposé à l'assemblée de créer le poste de chargé de conseil en économie partagée, emploi non permanent dans le grade de technicien territorial relevant de la catégorie hiérarchique B, à temps complet, sous contrat de projet.

Cet emploi non permanent sera occupé par un agent contractuel recruté pour une durée déterminée de cinq ans. Ce contrat pourra être renouvelé dans la limite maximale d'une durée totale de six ans.

La rémunération de cet agent sera basée sur la grille de rémunération d'agent fonctionnaire de même grade, avec calcul de reprise d'ancienneté similaire à un agent fonctionnaire et attribution de régime indemnitaire.

Il est proposé :

Article 1 : **DE CRÉER** un poste de chargé de conseil en économie partagée, à temps complet, sur le grade de technicien territorial, tel que défini ci-dessus.

Article 2 : **D'AUTORISER** la modification du tableau des effectifs en ce sens.

Article 3 : **D'AUTORISER** le président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité -

Informations diverses

La présentation des vœux aux agents aura lieu le 12 janvier prochain à 19h aux Forges (*pour des raisons liées à la crise sanitaire, cet événement a finalement été annulé*).

Le président souhaite de bonnes fêtes de fin d'année aux élus et à leurs proches.

Les sujets étant épuisés, la séance est levée à 21h05.